

# La politique en ACTES

## A lternative : pourquoi nous sommes l'alternative

Chômage, précarité, destruction de nos territoires ne sont pas une fatalité. Imposée par la droite comme par le PS depuis des années l'austérité détruit les services publics, appauvrit la population de nos territoires avec le chômage et le recul des droits sociaux.

Nous ne l'acceptons pas ! A cette politique menée par des élus éloignés du peuple opposons une alternative citoyenne. Pas le rejet de l'autre proposé par le FN, pas les grands discours jamais suivis d'effet, mais la solidarité et la démocratie citoyenne en ACTES.

## C itoyenne : la démocratie locale

Aujourd'hui, la politique départementale c'est l'opacité, le clientélisme, le cumul des mandats et les conflits d'intérêt.

L'alternative ce sont des élus qui se consacrent à un seul mandat renouvelable une seule fois, rendent des comptes aux citoyens, facilitent leur implication dans l'élaboration collective des projets, partagent toutes les informations. Il faut reconnaître un droit d'initiative et de proposition aux citoyens. Pas de grandes décisions sans débats ouverts à tous, éventuellement conclus, sur proposition des élus ou des citoyens, par des référendums locaux où tous les résidents, français ou non, pourront voter.

## T arn : le département, la réforme territoriale

Sous prétexte d'alléger le « millefeuille administratif » le Parlement détruit les départements et la démocratie de proximité. La mise en concurrence de super-régions européennes affaiblit l'Etat, garant de l'égalité de tous.

L'alternative c'est un vrai débat public sur l'avenir de nos collectivités. Dans quel monde voulons-nous vivre ? C'est au peuple de décider par référendum l'organisation de notre République. Le département est le bon niveau pour réfléchir ensemble, dans des assemblées citoyennes associant élu(e)s et habitants à un projet de territoire qui réponde aux besoins des citoyens. Ensemble, définissons les orientations en matière d'agriculture, de ré-industrialisation écologique, d'éducation, de solidarité et les propositions d'actions concrètes à engager, à court, moyen et long termes.

## E cologique : un enjeu vital pour les générations futures

Des choix pris sans concertation contredisent les modestes engagements du Conseil Général comme l'Agenda 21 ou la création d'un pôle des zones humides. Portes du Tarn, barrage de Sivens, liaison autoroutière Castres-Toulouse, financés sur fonds publics pour l'intérêt d'une minorité, sont destructeurs pour l'environnement. La contestation est ignorée. Pourtant, les faits, comme à Sivens, démontrent la qualité de l'expertise des collectifs citoyens.

L'alternative c'est la sauvegarde des espaces naturels et de la biodiversité, un maillage serré du territoire par des transports en commun accessibles et performants, le soutien aux filières agro-écologiques (aide à l'installation), à la reconversion et aux circuits courts, la rénovation des bâtiments pour économiser l'énergie et le passage aux énergies renouvelables.

## S olidaire : solidarité, culture

L'austérité étrangle le département avec la baisse des dotations de l'Etat, le transfert de charges sans compensation, l'abandon des services publics.

L'alternative ce sont des élus militants et des citoyens mobilisés pour exiger de l'Etat les moyens de répondre aux besoins sociaux. C'est plus de soutien aux personnes en situation de précarité, de pauvreté, de perte d'autonomie, une protection de l'enfance efficace et bienveillante, plus d'engagement public envers les personnes âgées. C'est former et titulariser tous les personnels contractuels. Ce sont des maisons du Conseil général où se tissent le lien social et la citoyenneté et des services publics itinérants.

Les associations indispensables dans les domaines sportif, culturel, social, doivent être maintenues hors du secteur concurrentiel. Garantissons leur pérennité avec des emplois stables et des financements adaptés.